



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République gabonaise pour 2025

Document d'action Soutien aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Soutien aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon ACT-61979 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe' (TEI)	Oui (TEI "Economie verte et création d'emplois durables")
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République Gabonaise.
4. Document de programmation	Programme Indicatif Multi-Annuel (PIM) Union Européenne (UE) - Gabon 2021-2027 : Partenariat fondé sur la transition verte, la croissance durable et les emplois verts et la gouvernance.
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<p>L'action contribuera aux trois priorités du PIM 2021-2027 UE-Gabon, à savoir :</p> <p>Priorité 1 : Transition verte</p> <p>OS 1.1 : Economie verte sur les territoires et OS 1.2 : Faciliter le financement de projets structurants d'adaptation aux changements climatiques</p> <p>Priorité 2 : Croissance durable et emplois verts</p> <p>OS 2.1 : Réviser le cadre politique en vue de maximiser la création d'emplois verts et décents ; OS 2.2 : Rendre l'environnement des affaires propice à la création d'emplois verts ; OS 2.3 : Aligner le système éducatif aux besoins de l'économie verte</p> <p>Priorité 3 : Gouvernance</p> <p>OS 3.1. Renforcer le cadre de gouvernance lié à l'économie verte (CAD 151)</p>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 1 : Transition Verte (CAD 310, CAD 410)

	Domaine prioritaire 2 : Croissance durable et emplois verts (CAD 111, 160) Domaine prioritaire 3 : Gouvernance (CAD 151)			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement) : ODD 15 Vie terrestre (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres) Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles : ODD n°1 - Pas de pauvreté ODD n°2 - Faim « Zéro » ODD n°4 : Education de qualité ODD n°5 - Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes ODD n°8 - Travail décent et croissance économique ODD n°9 - Industrie, Innovation et Infrastructures ODD n°10 - Lutte contre les inégalités ODD n°12 - Consommation et production responsables ODD n°13 - Mesures à la lutte contre les changements climatiques ODD n°16 - Paix justice et institutions efficaces			
8 a) Code (s) CAD	CODES OPSYS (3 maximum) CAD 410 - Protection de l'Environnement Général (85 %) > CAD 41030 - Biodiversité CAD 111 - Education, Niveau non spécifié (10 %) > CAD 11130 - Formation CAD 160 - Infrastructures et services sociaux divers (5 %) > en particulier CAD 16020 – Création d'emplois ¹ AUTRES CODES D'INTERET CAD 310 - Agriculture, sylviculture et pêche > CAD 31291 Services sylvicoles CAD 151 - Gouvernement & Société Civile-général > CAD 15130 - Développement des services légaux et judiciaires			
8 b) Principal canal de distribution @	Organisations Non Gouvernementales (ONG) et société civile - 20000 Institutions du secteur privé - 60000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Education <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ La cible de 15 % pour l'Inclusion Sociale et Développement Humain de la Fiche SSC est assuré à travers 10 % sous Education avec CAD 111 Education Level unspecified et 5 % sous Social protection and Services avec CAD 16020 Employment creation

	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif	
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif	
	Numérisation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	connectivité numérique énergie transport santé éducation et recherche	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Réduction des inégalités@	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	BUDGET INFORMATION				
	12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020121 9 000 000 EUR Coût total estimé : 9 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE : 9 000 000 EUR. L'Action s'inscrit dans l’initiative Equipe Europe "Economie verte et création d’emplois durables" pour un montant total indicatif de 59 000 000 EUR alimentée par l'UE à hauteur de 18 000 000 EUR ² et par la France à hauteur de 51 000 000 EUR ³ .			
GESTION ET EXÉCUTION					

² PAA 2024-MIP Gabon (Chaînes Valeur forêt) : EUR 9 M ; MAP 2022-MIP SSA (NaturAfrica1) : EUR 5,5 M ; MAP 2023-MIP Planet (SWM2) : EUR 1,5 M ; Projet BEI + UE Océan Propre (CTVD) : EUR 20 M BEI (prêt) et EUR 2M UE (garantie).

³ AFD (ACD) : EUR 10 M ; AFD (ADEFAC) : EUR 1 M ; DG Trésor (réhabilitation décharge Mindoumbe) : EUR 30 M

13. Type de financement	Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics
--------------------------------	--

1.2 Résumé de l'Action

L'objectif de l'action " Appui aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon " est la promotion de la transition vers une économie verte au Gabon. Dans ce document, les chaînes de valeur Forêt concernent en priorité le bois, 3ème pilier de l'économie nationale, le cacao, objet d'une relance par le Gouvernement, et enfin, certains produits forestiers non ligneux (PFNL), majoritairement du secteur informel mais au potentiel de développement intéressant. Le programme intègre les éléments clefs qui structurent et influencent ces chaînes de valeurs (environnement réglementaire, gouvernance, innovation, formation professionnelle, investissement). Les activités sont complémentaires à celles du programme régional NaturAfrica dans les paysages prioritaires composés principalement de concessions forestières certifiées, en ciblant le paysage transfrontalier du TRIDOM au Nord Est et celui des Forêts Côtières au Sud Est⁴. Elles prennent également en considération le corridor stratégique n°5 Libreville-Kribi-Douala-Ndjamena au niveau du flux des produits, ainsi que le corridor ferroviaire, le Transgabonais. Celui-ci traverse le pays et permet l'évacuation des produits miniers et du bois dans un contexte de déliquescence des infrastructures routières.

L'action est une réponse aux défis du gouvernement gabonais en matière de diversification de son économie dépendante aux hydrocarbures tout en continuant à protéger son environnement. L'exploitation durable des ressources naturelles, notamment de sa forêt qui couvre 88 % du territoire et qui abrite une biodiversité exceptionnelle, est réaffirmée dans le Plan National de Développement pour la Transition (2024-2026).

L'action est financée à hauteur de EUR 9 millions dans le cadre du Programme Indicatif Multi-Annuel (PIM) Gabon 2021-2027 et contribue à ses 3 priorités : transition verte, croissance durable et emplois verts et gouvernance.

L'objectif spécifique de cette action est de consolider les chaînes de valeur Forêt pour qu'elles soient conformes aux objectifs de gestion durable, de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), d'adaptation aux changements climatiques et de conservation de la biodiversité du Gabon. Cet objectif sera réalisé par :

- 1- L'amélioration de l'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur Forêt, favorisant les meilleures normes sociales et environnementales.
- 2- L'accompagnement du secteur privé afin de répondre aux nouvelles exigences des marchés et la mise en œuvre d'actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité.
- 3- La participation de la société civile afin d'assurer une exploitation des ressources naturelles plus équitable, inclusive et transparente.

L'Action s'inscrit dans l'initiative Equipe Europe "Economie verte et création d'emplois durables" entre l'UE (Délégation de l'UE, Banque Européenne d'Investissement (BEI)), et la France (Agence Française de Développement (AFD), Direction Générale du Trésor (DG Trésor), Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE)).

1.3 Zone bénéficiant de l'action

La présente action est réalisée en République gabonaise inclus dans la liste des pays bénéficiaires de l'APD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Gabon, pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure, fait face à des défis sociaux majeurs et son modèle économique de dépendance aux hydrocarbures s'avère de moins en moins viable avec la diminution des

⁴ Le paysage du Tridom au Nord Est couvre entre autres les Parcs Nationaux de Lope, Ivindo, Mwagne et Minkebe et le paysage des Forêts Côtières au Sud couvre notamment les PN de Loango, Moukalaba Doudou et Mayumba.

ressources pétrolières et la volatilité des prix des matières premières. Le taux de chômage officiel est élevé, avoisinant les 20 % (seules 30 % des femmes sont représentées sur le marché de l'emploi).

Le gouvernement de transition, issu de la prise de pouvoir par des membres des Forces de Défense et de Sécurité le 30 août 2023, a élaboré un Plan National de Développement pour la Transition (PNDT 2024-2026) qui se décline en 5 piliers : 1) réformes des institutions et transition politique, 2) développement des infrastructures stratégiques, 3) intensification de la stratégie de diversification de l'économie, 4) Développement social inclusif, 5) renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience aux changements climatiques. La diversification de son économie s'exprime notamment par une exploitation durable des ressources naturelles dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture, tout en les conciliant avec la préservation de la biodiversité afin de contribuer à (i) promouvoir la croissance et l'emploi, (ii) respecter les engagements du Gabon en terme de conservation de la biodiversité, (iii) respecter les engagements du Gabon dans le cadre de sa contribution déterminée nationale requis par l'Accord de Paris.

Outre le potentiel de développement économique des filières du bois, des PFNL et du cacao, en améliorant leurs fonctions principales (ex. production, collecte et transformation accès aux marchés à haute valeur ajoutée et de niche), le Gabon bénéficie également d'une opportunité substantielle avec sa capacité de séquestration nette de carbone là où la plupart des pays ont connu une augmentation nette de leurs émissions. Avec sa neutralité carbone, le Gabon satisfait à l'Accord de Paris et s'affirme comme le leader africain dans le changement climatique et la préservation de la biodiversité. L'accès au financement climatique et la commercialisation de ses crédits carbone et biodiversité sont deux défis auxquels l'action permettra de contribuer.

Les dispositions légales sur l'exploitation forestière (code forestier de 2001) et sur le marché national de crédits carbone (loi climat de 2022), les stratégies nationales sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre la dégradation des forêts, les engagements sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) pour maintenir son statut d'absorbeur net d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂eq) jusqu'en 2050 doivent encore être mis en œuvre et sont conditionnés par la possibilité d'accéder au capital d'investissement nécessaire, à toutes les ressources connexes et aux technologies requises pour mettre en œuvre son plan de développement et de transformation économique, et en particulier par : 1) l'accès continu des produits du bois gabonais (certifiés légaux, durables, positifs pour le climat et la biodiversité et socialement responsables) aux marchés internationaux; 2) l'accès au financement international du marché de carbone ainsi qu'aux mécanismes non-marché appropriés et 3) une avancée vers la reconnaissance internationale de la valeur des services écosystémiques du Gabon.

La présente action s'inscrit dans les 3 priorités du PIM 2021-2024. Les activités complètent et consolident celles de la composante Gabon du programme régional NaturAfrica qui prévoit d'appuyer la gestion des Aires Protégées et de leurs périphéries composées principalement de concessions forestières certifiées, s'inscrivant dans des paysages prioritaires pour le développement et la conservation.

En termes de pilotage politique, l'Action bénéficiera de la participation de l'UE au Central African Forest Initiative (CAFI) et au Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC). L'Action contribuera également à accompagner la mise en œuvre du futur règlement « zéro déforestation » de l'UE.

Enfin, l'Action s'inscrit dans le cadre de l'initiative Equipe Europe (TEI) « Economie verte et création d'emplois durables » qui est soutenue par plusieurs autres programmes de l'UE et de la France au niveau régional et national. Ces programmes renforcent la conservation de la biodiversité et la gouvernance des ressources naturelles.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes

Soutien et diversification économique

Le premier défi auquel est confronté le Gabon est d'accélérer la transformation structurelle de l'économie en gérant le déclin progressif du pétrole dont la production baisse de façon continue depuis 10 ans mais qui représente 38,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) nominal en 2020, et 54 % des recettes de l'Etat en 2021.

Même si le secteur forestier est le 3^{ème} moteur de l'économie gabonaise, à côté du pétrole et des mines, ce secteur est actuellement fortement fragilisé : infrastructures défaillantes, coût prohibitif de l'énergie (de 830 XAF/ litre de gasoil en 2022 à 1080 XAF aujourd'hui), marché international atone (notamment baisse de la demande en bois de construction par la Chine depuis 2022), fiscalité élevée, concurrence déloyale par des opérateurs non vertueux, manque de clarté dans les textes juridiques nationaux, faiblesse des compétences et moyens d'accès aux solutions financières et technologiques. La filière cacao peine à redémarrer, avec un manque d'intérêt des jeunes et des contraintes sur les aspects des techniques agroforestières, de la traçabilité des produits et de la transparence sur les

prix d'achat. Les filières PFNL sont peu structurées avec des contraintes au niveau de l'approvisionnement (collecte, transport) et des procédés de conditionnement et de transformation. Cette action propose d'accompagner ces secteurs au niveau de la réglementation sectorielle et fiscale du Gabon, de l'application des réglementations européennes (RDUE, CITES), de la recherche de solutions énergétiques innovantes et de la promotion de la certification. Cette action soutiendra le développement de nouvelles filières ainsi que l'appui des communautés locales à l'exploitation durable des ressources naturelles, et participera à soutenir et diversifier l'activité économique.

Création d'emplois

Le second défi est la création d'emplois décents et verts. En effet, le taux de chômage avoisine les 20 % et touche deux fois plus les femmes que les hommes. 21 % des femmes en âge de travailler sont au foyer, 26 % travaillent dans le privé et 35 % sont indépendantes (Profil Genre, 2021). La prédominance du secteur pétrolier dans les recettes de l'état ne se reflète pas dans les emplois où il ne représente que 2.35 % de la population active (4.300 employés). L'action contribuera à la création d'emploi par son appui au développement de filières à haute valeur ajoutée ou la relance de la filière cacao et l'accompagnement des communautés locales pour l'exploitation des ressources naturelles. Ce soutien au secteur privé sera accompagné par de la formation professionnelle, notamment du secteur forestier et manufacturier. Ces formations feront partie intégrale des interventions / investissements ou du développement des chaînes de valeurs (approche 360° de Global Gateway) et contribuera à la création d'emplois de surcroît estampillés verts.

Préservation de l'environnement et protection de la biodiversité

Le troisième défi est la préservation de l'environnement. En effet, les écosystèmes du Gabon (13 parcs nationaux terrestres soit 11 % de la surface forestière du Gabon) sont confrontés, malgré une politique de conservation nationale avancée et une faible pression anthropique, au braconnage, à des exploitations minières illégales et également à des exploitations non durables. Ce risque est accru dans les zones les plus isolées et dans les situations où l'exploitation n'est pas accompagnée de plans d'aménagement et de gestion. L'action à travers la promotion d'une réglementation équilibrée qui encourage la certification forestière et les meilleures pratiques environnementales (ex. conservation de la biodiversité au niveau des concessions forestières et des paysages plus vastes), des démarches visant à faciliter l'accession aux marchés des crédits carbone et biodiversité, ainsi que le développement des énergies vertes, contribuera à la protection de l'environnement. L'accompagnement des autorités avec les communautés locales et les ONGs et associations de protection de la nature pour assurer une vigilance, veiller à l'application de la loi et susciter des poursuites judiciaires des contrevenants, constitue l'autre volet de cette protection.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Le programme est destiné à soutenir le secteur privé concerné par les chaînes de valeur forêt. Au niveau du secteur privé, les acteurs clés sont les grandes, petites et moyennes entreprises, leurs syndicats et organisations professionnelles (ex. UFIGA, Union des Forestiers et des Industriels du bois au Gabon, ATIBT, Association Technique Internationale des Bois Tropicaux). Le partenaire institutionnel principal est le Ministère des Eaux et Forêts, en particulier à travers la Direction Générale des forêts (DGF), la DG des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers (DGICBVPF), la DG de la Faune et des Aires Protégées (DGFAP) et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN). Les autres parties associées sont le Ministère de l'Economie et des Participations incluant la Caisse de Stabilisation et de Péréquation (CAISTAB), le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Conflit Homme Faune, le Ministère en charge de l'Agriculture, les autorités locales et la société civile.

Les ONG liées à la préservation de la biodiversité, à la gouvernance environnementale et au développement local déjà actives au Gabon seront impliquées, à l'instar des ONGs internationales telles que WWF, WCS, TNC, Conservation Justice, EIA, Panthera, Space For Giant, le PEFC et le FSC, Client Earth, Nature+ et des ONGs et associations nationales comme Brainforest, Keva Initiative, Muyissi environnement et la plateforme Gabon Ma Terre, Mon Droit. Des collaborations seront également entretenues avec des universités et institutions de recherche dans le domaine des ressources naturelles et de la biodiversité, nationales (ex. CENAREST), internationales et européennes (CIRAD, IRD).

Les synergies avec les autres partenaires au développement, européens et non européens, intervenant dans le secteur de la gestion durable des forêts seront maintenues, notamment dans le cadre du CAFI (Central African Forest Initiative) et du PFBC (Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo) qui constituent des espaces de dialogue et de coordination dédiés à ces questions. Plusieurs programmes nationaux et régionaux sont notamment financés par la coopération française, allemande, britannique et américaine, la BM, la BAD ainsi que des fonds philanthropiques (ex. BEZOS).

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de « **Promouvoir la transition et l'économie vertes au Gabon** ».

L'objectif spécifique de cette action vise à « **Consolider les chaînes de valeur Forêt conformément aux objectifs de gestion durable, de réduction des émissions de GES, d'adaptation aux changements climatiques et de conservation de la biodiversité du Gabon** ».

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique sont les suivants :

1.1 : L'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt est amélioré, tout en favorisant les meilleures normes sociales et environnementales.

1.2 : Le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, en prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité.

1.3 : L'exploitation des ressources naturelles est plus équitable, inclusive et transparente grâce à une participation efficace de la société civile.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

a) Faciliter la coordination du programme ; b) promouvoir un cadre légal, fiscal et normatif, simplifié, inclusif et incitatif sur les différentes filières Forêt en appui aux instances gouvernementales et aux organisations professionnelles, en intégrant les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité ; c) accompagner le gouvernement et le secteur privé pour définir des processus plus efficaces et performants sur les différents maillons des filières, incluant des études de faisabilité pour des processus innovants

(ex. valorisation des déchets bois et optimisation énergétique y inclus le bois énergie); et d) favoriser les investissements publics et privés (PME et grandes entreprises) par une identification des opportunités existantes (EFSD+, Institutions financières) et un accompagnement de cas pilotes. Sur ces différentes tâches, l'assistance technique travaillera en synergie avec les facilités⁵ du siège de la Commission et les assistances techniques des programmes régionaux pertinents⁶.

Activités liées au produit 1.2 :

a) l'appui aux organisations professionnelles et aux autres organisations compétentes dans leur fonction d'accompagnement du secteur privé (veilles économiques, fiscales et juridiques, contribution aux travaux des groupes techniques sur la révision et l'application du cadre légal et réglementaire, plaidoyers) ; b) la formation professionnelle inclusive en réponse aux besoins du secteur privé forestier (PME et grandes entreprises), notamment au niveau des techniques de transformation du bois ; c) la mise en conformité des acteurs au règlement déforestation de l'Union européenne (RDUE) en particulier à travers le déploiement de systèmes de traçabilité (bois, cacao, café) et autres outils de vérifications nécessaires ; d) la recherche appliquée pour consolider les meilleures pratiques environnementales et sociales (ex. prise en compte des espèces clefs, habitats, zones à haute valeur de conservation et corridors écologiques, dans les plans d'aménagement et de protection de la faune ; meilleure planification des pistes forestières ; valorisation des déchets et amélioration de l'efficacité énergétique des opérations) et se préparer aux nouveaux marchés qui s'ouvrent pour le secteur privé forestier à l'instar des crédits carbone et des crédits/certificats biodiversité (ex. développement de méthodologies et tests pilotes avec de nouveaux outils tels que la bioacoustique et l'ADN environnemental) ; et e) la conduite d'actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée (cacao⁷, PFNL⁸) dans les paysages prioritaires, avec l'appui des opérateurs privés vertueux et en ligne avec la stratégie nationale des PFABO. Dans ces différents domaines, l'utilisation de technologies numériques sera soutenue (traitement automatisé des données sur la biodiversité, incluant l'utilisation possible d'intelligence artificielle, applications d'aide à la décision, traçabilité des produits).

Activités liées au produit 1.3 :

a) Une observation indépendante en soutien à l'administration dans son rôle d'application de la loi relative à la forêt à travers l'identification de cas suspectés d'exploitation forestière illégale au niveau des concessions forestières non certifiées (ex. détectés sur base communautaire) ; b) un appui au fonctionnement des brigades de faune au niveau des concessions forestières certifiées selon le modèle d'accord tripartite existant entre l'administration, une société forestière et une ONG (ex. contrôle de barrières sur les pistes, sensibilisation à la réglementation en matière de chasse, identification de trafiquants de grande faune, appui juridique) ; c) un appui à la gestion des fonds de développement locaux (FDL) dans le secteur forestier (pouvant concourir à soutenir des projets locaux sur les chaînes de valeur forêt) ; d) un soutien à l'amélioration de la transparence dans la fixation des prix d'achat du cacao au niveau des producteurs ; e) et enfin un soutien à des initiatives pilotes innovantes et inclusives concernant l'exploitation des ressources naturelles au niveau de communautés villageoises forestières dans les paysages visés.

Les activités consolident celles du programme régional NaturAfrica dans les paysages prioritaires composés principalement des parcs nationaux et des concessions forestières certifiées, en ciblant les zones des paysages du TRIDOM au Nord Est et des Forêts Côtières au Sud Est⁹.

L'engagement de la contribution de l'UE à l'initiative Equipe Europe « Economie verte et création d'emplois durables » à laquelle cette action fait référence sera complétée par d'autres contributions des membres de l'Equipe Europe. Il est soumis à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dès que possible. Dans le cas où la TEI et/ou ces contributions ne se concrétiseraient pas, l'action de l'UE pourra se poursuivre en dehors du cadre de cette TEI, dans la mesure où cette dernière n'implique pas de co-financement.

⁵ Forest for the Future (4F4) et B4Life Facilities /F2, NDC et Greening Facilities /F1, TPSD Facility /E2, VCA4D II Value Chain Analysis for Development II, Advisory Hub de la Global Green Bond Initiative (GGBI) /E4, TEI Opportunity-driven Skills and VET in Africa (OP-VET) / E3, The Sustainable Cocoa Initiative et TEI Deforestation free value chains /F3

⁶ Programmes régionaux NaturAfrica et Trade in Services in Sub-Saharan Africa

⁷ Ref. Etude "Diagnostic rapide de la filière cacao au Gabon, 2023". Assistance technique régionale ECOFAC6

⁸ Ref. Etude "Appui à la valorisation et promotion des Produits Forestiers Non Ligneux au Gabon, 2023". Assistance technique régionale ECOFAC6. Odika (*Irvingia gabonensis*), Miel, Moabi (*Baillonella toxisperma*), Champignons, Noisette africaine (*Coula edulis*), Iboga (*Tabernanthe iboga*) et Nkumu (*Gnetum africanum*)

⁹ Le paysage du Tridom au Nord Est couvre entre autres les PN de Lope, Ivindo, Mwagne et Minkebe et le paysage des Forêts Côtières au Sud couvre notamment les PN de Loango, Moukalaba Doudou et Mayumba.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Les modèles climatiques du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe de (UNISDR) et du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CIMA) prédisent une montée des températures moyennes de quelques degrés durant les décennies prochaines au Gabon et, pour ce qui est des précipitations, des fluctuations des moyennes annuelles et de la saisonnalité pourront être observées sans réelle augmentation ou baisse générale du régime. Ces effets seront relativement modérés dans la zone de l'action qui se trouve au cœur du massif forestier du pays. Les risques modérés au niveau de la foresterie et l'agriculture durable, ainsi que l'agroforesterie seront prise en compte au début de la mise en œuvre du projet dans les plans d'aménagement et de gestion concernés. La foresterie et l'agriculture durable, ainsi que l'agroforesterie contribueront d'ailleurs à la séquestration du carbone (sol, végétaux) et ainsi à l'atténuation du changement climatique. La prise en compte des données de recherche sur l'adaptation des forêts aux changements climatiques et la sélection des espèces les plus résilientes dans les plantations agroforestières seront promues.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

Le criblage d'EES a conclu qu'une EES ne devait pas être entreprise et que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'évaluation préliminaire a classé l'action en tant que catégorie B ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)

L'examen analytique des risques climatiques a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). Les éventuels risques seront abordés lors de la conception.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Un diagnostic de genre et d'inclusion sociale dans la zone d'implémentation sera fait dans la phase initiale des projets. Il servira à informer le déroulement de l'action et à orienter les activités dans l'objectif d'avoir un impact majeur sur les populations en situation de vulnérabilité. Cela implique notamment la prise en compte de l'aspect genre au niveau du ciblage des parties prenantes (participation hommes/femmes environ 50/50). L'intégration des femmes dans la prise de décision et gestion des ressources, et la promotion de l'égalité hommes/femmes sera assurée. Une discrimination positive favorable aux femmes sera appliquée aux activités qui sont sensibles au genre (ex. formation professionnelle, soutien des exploitations agricoles et de la gestion des PFNL). On privilégiera les indicateurs d'égalité hommes-femmes et des données désagrégées par sexe.

Entre autre, le projet s'appuiera sur les résultats du programme régional de l'UE ECOFAC 6, en particulier l'étude de capitalisation d'expériences en matière d'intégration du genre dans la Conservation en Afrique centrale.

Droits de l'homme

L'amélioration du système général de gouvernance par la facilitation du dialogue entre les acteurs concernés, les partenariats, l'inclusivité, et la gestion communautaire sont entre autres les principes directeurs de cette action et des éléments nécessaires à une gestion intégrée des paysages. La conservation des écosystèmes et le développement durable sont de plus en plus considérés comme une contribution à la sécurité et aux droits des peuples, en particulier en ce qui concerne les droits des peuples autochtones et des communautés locales sur les terroirs coutumiers et les ressources naturelles. Enfin l'action renforcera les capacités des groupes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes au chômage et les petites et moyennes entreprises.

En particulier, le projet s'appuiera sur les résultats du programme régional de l'UE ECOFAC 6, en particulier les formations des éco-gardes sur les Droits Humains ainsi que la proposition de Cadre régional de Conformité aux Droits de l'Homme dans les aires protégées.

Invalidité/Handicap

Le Gabon ne dispose pas de statistiques. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que 16% de la population est en situation de handicap sévère dans son dernier rapport de prévalence. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Bien que le handicap n'ait pas été identifié comme un objectif, l'action promouvra une approche inclusive à l'égard des personnes handicapées

par sa communication et ses activités participatives. L'analyse de genre et d'inclusion sociale prévue au démarrage pourrait inclure l'analyse de la situation des personnes en situation d'handicap.

Réduction des inégalités

Les populations habitant les zones rurales forestières concernées par le programme, et notamment les femmes et les jeunes, les "pygmées", figurent parmi les moins favorisées avec en particulier un accès aux services de base restreint et un taux d'emploi dans le secteur formel très bas. A côté des quelques emplois dans les sociétés forestières, les populations vivent essentiellement de l'agriculture et de l'extraction des ressources naturelles, pour lesquels les filières sont encore peu développées.

L'implication de ces groupes pour réduire les inégalités est essentielle dans toutes les activités, particulièrement celles promouvant une bonne gouvernance, inclusive, au niveau des comités de gestion des FDL et accompagnant les communautés locales, incluant les franges en situation de vulnérabilité (femmes, peuples autochtones) dans le choix d'un modèle de foresterie communautaire et dans l'accès à des filières économiques adaptées.

Démocratie

La participation démocratique à la formulation et au développement des stratégies, plans et initiatives, notamment au niveau local, est un élément clé pour s'assurer que les besoins de tous les acteurs concernés ont été pris en compte. L'approche utilisée pour la participation sera de faire en sorte que les personnes en situation vulnérable, les minorités, les femmes et les filles contribuent ainsi que les membres des peuples autochtones au développement et à la préparation des activités.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La gestion des tensions et différends en matière d'utilisation des terres et d'accès aux autres ressources naturelles est prévue à travers la planification participative de l'utilisation des terroirs. La diversification des moyens d'existence par l'exploitation durable des ressources naturelles renforcera la résilience des personnes et des écosystèmes face au changement climatique. La surveillance des activités économiques illicites contribuera également à la stabilité et à la sécurité des populations ciblées, ainsi qu'à la prévention et à la résolution des conflits liés à l'utilisation des espaces et des ressources. Une approche sensible aux conflits sera donc promue autant que faire se peut. L'action contribuera également à réduire les problèmes de conflit Homme-Éléphant, qui entraînent dans certaines zones des pertes de production qui ne sont pas toujours indemnisées et qui peuvent décourager les investissements.

Réduction des risques de catastrophes

Conformément au cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, l'approche promue par la Plate-forme Nationale pour la Prévention et la Réduction des Risques de Catastrophe est de gérer le risque plutôt que les catastrophes. Les risques de catastrophes dans la zone de l'action sont très faibles sur le court terme et se résument principalement aux glissements de terrain dans certaines localités où des mesures sont déjà prévues dans les plans d'aménagement et de gestion des espaces concernés. En favorisant la mise en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des terres et ressources naturelles (lutte contre la déforestation et dégradation des forêts, protection des sols, protection de la biodiversité), l'Action contribuera à réduire les risques relatifs aux domaines de l'eau et de la sécurité alimentaire sur le moyen et long terme. L'intervention sur les aspects de monitoring du carbone et de la biodiversité contribuera à la surveillance et à la prédiction d'impacts possibles dans le futur concernant le fonctionnement des forêts et leur capacité à rendre les services écosystémiques qui sont les garants d'une réduction des risques de catastrophes naturelles. L'action contribuera enfin à la sensibilisation et au renforcement des capacités des communautés en matière des catastrophes liées au changement climatique.

Autres considérations, le cas échéant

Non applicable

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Planification, processus et systèmes	Impacts négatifs des activités sur les communautés locales, incluant les femmes, jeunes et personnes en situation de vulnérabilité (restrictions, conflits)	Faible	Faible	Planification et suivi des interventions entre développement, gestion durable et conservation, au niveau des local et national (et régional en synergie avec NaturAfrica à l'échelle des paysages transfrontaliers), favorisant la participation des femmes, jeunes et personnes en situation de vulnérabilité.
Environnement externe - économique	Evolution négative de la conjoncture nationale (fiscalité défavorable, évacuation des produits) et internationale (demande internationale en produits) impactant les activités économiques	Haute	Moyen	<p>Etroite collaboration avec les associations professionnelles du secteur.</p> <p>Diversification des revenus (inclus crédits carbones et biodiversité pour les concessions forestières) et renforcement de l'accès à de nouveaux marchés à haute valeur ajoutée et de niche sécurisés.</p> <p>Promotion du marché local et régional.</p>
Légalité et gouvernance	<p>National : absence de consensus sur la clé de répartition des crédits carbone/biodiversité.</p> <p>International : difficultés à se conformer au RDUE et aux nouvelles restrictions (ex. CITES).</p>	Moyenne	Moyen	<p>National : Faciliter un dialogue équilibré sur la gouvernance des crédits carbone et/ou biodiversité</p> <p>International : Facilitation du partage des informations et échanges entre le siège de la CE et les opérateurs, afin de limiter ces risques.</p>
Politique	Changements suite aux élections présidentielles qui seront organisées en 2025, diminuant l'appui politique aux actions dans le domaine de l'environnement	Moyenne	Moyen	Des bases légales et politiques fortes rendent ce risque peu probable. Pas de changements d'orientation observés à ce titre depuis le coup d'Etat du 30 août 2023. Le Dialogue National inclusif d'avril 2024 a confirmé la priorité donnée aux engagements environnementaux.
Viabilité et durabilité	Modèle de développement économique non atteint en raison de manque de capacités des acteurs au niveau des différents maillons de la chaîne, de manques de débouchées des filières, et des conflits homme-faune	Moyenne	Haute	<p>Les activités se baseront sur les études filières existantes démontrant un potentiel de développement, complétées par des analyses plus fines au démarrage.</p> <p>Les activités seront autant que possible menées en partenariat avec des opérateurs privés engagés dans la certification (garantissant un engagement social et logistique), en synergie avec les autres programmes intervenant dans la zone.</p>

Enseignements tirés :

- Les risques 1, 3 et 4 rappellent que l'implication des parties gouvernementales dans le pilotage du projet est cruciale. De même que l'implication à certain niveau des ONGs locales et des autres parties prenantes dans le fonctionnement des chaînes de valeur.
- Pour le risque 5, l'expérience au Gabon, tout comme dans le reste de l'Afrique centrale, a montré que la foresterie communautaire nécessite un encadrement pour réduire le risque de surexploitation des ressources et de mauvaise gouvernance au niveau communautaire, et que les concessionnaires forestiers privés engagés dans la certification demeurent des acteurs clefs pour la conservation de la biodiversité et le développement local.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention de cette action vise le renforcement mutuel entre les produits attendus ainsi que la complémentarité et la synergie avec d'autres interventions en cours ou en préparation pour consolider une économie verte au Gabon.

Ainsi, le produit 1 qui vise à améliorer l'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt pour faciliter le commerce en rendant les filières attractives et incitatives tout en garantissant le respect des normes environnementales est complété par le produit 3 qui a vocation à assurer une vigilance de l'application de la loi avec la participation d'organisations spécialisées et des communautés locales sensibilisées à une exploitation durable de leur territoire et est nourri par le produit 2 qui se propose de soutenir le secteur privé à travers la formation professionnelle et l'accompagnement de filières et de procédés technologiques.

Ces activités consolident celles du programme régional NaturAfrica dans les paysages prioritaires constitués des aires protégées et de leurs périphéries composées principalement de concessions forestières certifiées. Elles prennent également en considération le corridor stratégique n°5 Libreville-Kribi-Douala-Ndjamena au niveau du flux des produits, ainsi que le corridor ferroviaire, le Transgabonais, qui traverse le pays et permet l'évacuation des produits miniers et du bois dans un contexte de déliquescence des infrastructures routières. Cette action vient compléter les projets de l'AFD comme les projets « soutenir la filière forêt bois gabonaise » et le projet ADEFAC « la formation continue au service de la gestion durable des forêts » ainsi que le programme régional de la GIZ d'appui à la COMIFAC dans le domaine de la gestion durable des forêts du bassin du Congo.

L'accompagnement proposé permet d'être au cœur de la diversification économique du pays, tout en influençant les acteurs économiques, le gouvernement et ses institutions, vers un modèle de croissance durable (social, économique et environnemental) tout en appuyant sur l'égalité de genre et en soutenant la réduction des inégalités au niveau des populations les plus défavorisées.

Cette action contribuera pleinement à la mise en œuvre de l'initiative Equipe Europe « Economie verte et emplois durables » et permettra de renforcer le positionnement de l'UE et de ses EM comme acteurs clés dans ce domaine.

Plusieurs aspects de *mainstreaming* sont intégrés à cette action : la transition digitale avec la promotion de l'utilisation de nouveaux outils numérique et la lutte contre les inégalités avec la promotion d'une bonne gouvernance, inclusive, et l'accompagnement des communautés locales et des vulnérables.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice, un cadre logique adapté devra être développé au niveau de chaque contrat prévu par l'Action. Pour ce faire, le bénéficiaire du contrat devra prendre en compte les documents existant sur les indicateurs GERF et leur méthodologie¹⁰. Il bénéficiera également d'un appui de l'UE à travers la DUE du Gabon, l'assistance technique du programme régional NaturAfrica et les facilités pertinentes du siège.

Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne de résultats :	Indicateurs :	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact (cf. objectif général)	La Transition et l'Economie Vertes au Gabon sont promues	<p>1-GERF 1.1. (SDG 2.3.2) Revenus moyens des petits producteurs de denrées alimentaires (désagrégation par sexe) - <i>à adapter selon les produits des filières concernés</i></p> <p>2-GERF 1.7. (SDG 15.5.1) Indice de liste rouge (proportion d'espèces menacées d'extinction - désagrégée en amphibiens, mammifères et oiseaux)</p> <p>3-GERF 1.13 Score de distance à la frontière de Doing Business de la Banque mondiale</p>	<p>1- À définir au démarrage selon les produits concernés</p> <p>2. 41 % (amphibiens), 26 % (mammifères), 14 % (oiseaux) en 2022¹¹</p>	<p>1- À déterminer lors du démarrage (<i>proposition d'amélioration de 10% des revenus moyens annuels</i>)</p> <p>2. À déterminer lors du démarrage</p>	<p>1-Rapports de projet</p> <p>2-Rapports de l'UICN (via l'assistance technique NaturAfrica)</p> <p>3- Rapports BM3 : Rapport d'études (avec appui de</p>	<i>Non applicable</i>

¹⁰ https://capacity4dev.europa.eu/resources/results-indicators/eu-rfi_en#accordion1

¹¹ Valeurs moyennes déterminées pour le programme NaturAfrica (cf. cadre logique du Document d'Action du programme)

		<p>4-GERF 1.22 Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale (WGI) Score d'efficacité du gouvernement</p> <p>5- Croissance réelle du PIB non pétrolier (en % - total et désagrégation par filière principale)</p>	<p>3-Score 45 e, 2019</p> <p>4-Score -1 en 2022</p> <p>5- 4 % en 2020 (prévision FMI)</p>	<p>3- Score égal ou supérieur</p> <p>4- Score égal ou supérieur</p> <p>5- % démontrant une évolution positive</p>	<p>l'assistance technique NaturAfrica)</p> <p>4- Rapports BM</p> <p>5- Rapports FMI</p>	
Réalisation 1 (cf. objectif spécifique)	1. Consolider les chaînes de valeur Forêt conformément aux objectifs du Gabon de gestion durable, de réduction des émissions de GES, d'adaptation aux changements climatiques et de conservation de la biodiversité	<p>1-GERF 2.13. Nombre a) d'emplois, b) d'emplois verts soutenus ou maintenus par l'UE (désagrégation par sexe) [PS][FEDD][GAPIII]</p> <p>2-GERF 2.29. Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile à travers le soutien de l'UE [PS]</p> <p>3-GERF 2.9. Zones d'écosystèmes terrestres et d'eau douce a) sous protection, b) sous gestion durable avec le soutien de l'UE (km2) [IVDCI – Europe dans le monde] [PS]</p>	<p>1-0</p> <p>2-0</p> <p>3-Superficie à déterminer au démarrage selon la zone concernée (pour protection et pour gestion durable)</p>	<p>1-Au moins 1.000 emplois (à confirmer au démarrage)</p> <p>2-Au moins 1 politique</p> <p>3- Superficie a déterminer au démarrage selon la zone concernée (pour protection et pour gestion durable)</p>	<p>1-Rapports de projet</p> <p>2- Rapports de projet</p> <p>3- Collecte de données par l'opérateur de terrain et appui technique du JRC et de l'OFAC pour leur traitement et analyse</p>	<p>Soutien politique aux initiatives et poursuite du respect des engagements internationaux</p> <p>Engagement de chaque partie (acteurs) à contribuer positivement aux efforts de développement des chaînes de valeur</p>
Produit 1 (cf. résultat)	1.1 L'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt est amélioré, tout en favorisant les meilleures normes sociales et environnementales	<p>1-GERF 2.17. Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE: a) entreprises, b) particuliers (tous les services financiers), c) particuliers (services financiers numériques) (désagrégation par sexe) [PS][FEDD][GAPIII]</p> <p>2-Nombre de processus innovants appuyés au niveau des entreprises (total et désagrégé par filière)</p> <p>3-Nombre de décisions adoptées au niveau réglementaire ou normatif, facilitant le fonctionnement des filières (total et désagrégé par filière)</p>	<p>1-0</p> <p>2-0</p> <p>3-0</p> <p>4-0</p>	<p>1-A définir au démarrage</p> <p>2-Au moins 10 processus pertinents appuyés (a confirmer au démarrage)</p> <p>3- Au moins 10 décisions pertinentes (a confirmer au démarrage)</p> <p>4- Au moins 100 réunions a</p>	<p>1-Rapports de projet</p> <p>2- Rapports de projet</p> <p>3- Rapports de projet</p> <p>4- Rapports de projet</p>	<p>Engagement politique</p> <p>Intérêt confirmé des acteurs des filières et des syndicats</p> <p>Conjoncture économique permet de travailler sur le développement des filières</p> <p>Appui fourni par les Facilités du siège de l'UE</p>

		4-Nombre de réunions de concertation multi-acteurs facilitées		différents niveaux		
Produit 2 (cf. résultat)	1.2. Le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, en prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité	<p>1-GERF 2.1. Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière (total et désagrégé par filière) (désagrégation par sexe) [IVCDI – Europe dans le monde] [GAPIII]</p> <p>2-GERF 2.14 Nombre de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'Enseignement et Formation Professionnelle (EFP)/de développement des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE: a) tous les EFP/le développement des compétences, b) uniquement l'EFP/le développement des compétences pour la numérisation (désagrégation par sexe) [IVCDI – Europe dans le monde] [PS] [GAPIII]</p> <p>3-Nombre d'entreprises soutenues (total et désagrégé par filière et par type) (désagrégation par sexe si applicable au type d'entreprise) [GAPIII]</p> <p>4-Nombre de filières à haute valeur ajoutée soutenues (total et désagrégé par filière et par type)</p> <p>5-Augmentation de la production des filières à haute valeur ajoutée soutenues (total et désagrégé par filière - en % et en valeur absolue)</p> <p>6-Nombre de mesures concrètes de recherche-action soutenues en appui aux entreprises (total et désagrégé par filière et par type)</p> <p>7-Nombre de mesures concrètes soutenues en appui au règlement zéro déforestation (total et désagrégé par filière et par type)</p>	<p>1-0</p> <p>2-0</p> <p>3-0</p> <p>4-0</p> <p>5-0</p> <p>6-0</p> <p>7-0</p> <p>8-0</p>	<p>1-Au moins 1.000 (à confirmer au démarrage)</p> <p>2- Au moins 200 (à confirmer au démarrage)</p> <p>3- Au moins 50 (à confirmer au démarrage)</p> <p>4- Au moins 5 filières à haute valeur ajoutée soutenues</p> <p>5- Augmentation moyenne de production des filières à haute valeur ajoutée d'au moins 15%</p> <p>6- Au moins 10 mesures concrètes réunions à différents niveaux</p> <p>7-Au moins 10 mesures concrètes réunions à différents niveaux</p> <p>8- Superficie à déterminer au démarrage selon la zone</p>	<p>1-Rapports de projet</p> <p>2- Rapports de projet</p> <p>3- Rapports de projet</p> <p>4- Rapports de projet</p> <p>5- Rapports de projet</p> <p>6- Rapports de projet</p> <p>7- Rapports de projet</p> <p>8-Rapports de projets</p>	<p>Intérêt confirmé des communautés locales, des entreprises concernées dans les différentes filières et leurs syndicats</p> <p>Partenariat société forestière - communautés locales rendues effectives</p> <p>Conjoncture économique permet de travailler sur le développement des filières</p>

		8-Superficies couvertes par des mesures de protection et de gestion durable en ha (total et désagrégé par filière et par type)		concernée (pour protection et pour gestion durable)		
Produit 3 (cf. résultat)	1.3. L'exploitation des ressources naturelles est plus équitable, inclusive et transparente grâce à une participation efficace de la société civile	<p>1-GERF 2.1. Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière (désagrégation par sexe) [IVCDI – Europe dans le monde] [GAPIII]</p> <p>2-GERF 2.28 Nombre d'organisations communautaires de la société civile bénéficiant du soutien de l'UE (ou atteintes par celui-ci).</p> <p>3-Nombre de contrôles et interventions effectués en appui à l'application de la Loi (relative à la Faune au niveau des concessions certifiées et la Flore au niveau des concessions forestières non certifiées)</p> <p>4-Superficie couverte par les contrôles et interventions en appui à l'application de la Loi relative à la Flore</p> <p>5-Nombre de délits documentés en appui à l'application de la Loi relative à la Flore</p> <p>6-Nombre de mesures répressives prises a l'encontre des contrevenants</p> <p>7-Nombre de FDL suivis</p> <p>8-Nombre de mesures prises permettant l'amélioration du fonctionnement des FDL</p> <p>9-Nombre d'initiatives concrètes appuyées en matière d'exploitation durable des ressources naturelles en lien avec les filières du programme</p>	<p>1-0</p> <p>2-0</p> <p>3-0</p> <p>4-0</p> <p>5-0</p> <p>6-0</p> <p>7-0</p> <p>8-0</p> <p>9-0</p>	<p>1-Au moins 100 (à confirmer au démarrage)</p> <p>2- Au moins 100 (à confirmer au démarrage)</p> <p>3- Au moins 1 par mois (a confirmer au démarrage)</p> <p>4- Superficie a déterminer au démarrage selon la zone concernée</p> <p>5- A déterminer au démarrage (doit démontrer une évolution positive)</p> <p>6- A déterminer au démarrage (doit démontrer une évolution positive)</p> <p>7-Au moins 50 FDL suivis</p> <p>8- Au moins 2 par FDL suivi en moyenne</p> <p>9- Au moins 50</p>	<p>1-Rapports de projet</p> <p>2- Rapports de projet</p> <p>3- Rapports de projet</p> <p>4- Rapports de projet</p> <p>5- Rapports de projet</p> <p>6- Rapports de projet</p> <p>7- Rapports de projet</p> <p>8-Rapports de projets</p> <p>9-Rapports de projets</p>	<p>Intérêt confirmé des communautés locales, des entreprises concernées</p> <p>Partenariats maintenus ou de nouveau créés avec le Gouvernement permettant aux ONG de travailler sur la gouvernance du secteur</p>

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République gabonaise.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹².

4.4.1 Gestion directe (subventions)

4.4.1.1 Produit 1.2

a) Objet de la subvention

Réalisation du Produit 1.2 (le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, en prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité).

b) Type de demandeurs visés

Le cercle des demandeurs potentiels de financement est restreint aux organisations de la société civile démontrant une expérience réussie dans les domaines couverts par le Produit 1.2. L'existence, présente ou passée, d'un partenariat avec le gouvernement gabonais, d'une des organisations en cas de consortium, est un atout.

4.4.1.2 Produit 1.3

a) Objet de la subvention

Réalisation du Produit 1.3 (l'exploitation des ressources naturelles est plus équitable, inclusive et transparente grâce à une participation efficace de la société civile).

b) Type de demandeurs visés

Le cercle des demandeurs potentiels de financement est restreint aux organisations de la société civile démontrant une expérience dans les domaines couverts par le Produit 1.3. L'existence, présente ou passée, d'un partenariat avec le gouvernement gabonais, d'une des organisations en cas de consortium, est un atout.

¹² www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)

Marché de services d'assistance technique (AT). L'AT au programme est chargée de la mise en œuvre des activités pour atteindre le produit 1.1. Elle aura également la charge d'assurer un soutien aux organisations mettant en œuvre les produits 1.2 et 1.3, notamment par le déploiement d'expertises court terme. Elle sera enfin chargée du suivi et de la coordination générale de toutes les composantes de l'Action, et contribuera au suivi de la TEI "Economie verte et création d'emplois durables".

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

4.4.3.1 Produit 1.2 et 1.3

Si en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la conclusion d'une subvention en gestion directe visée à la section 4.3.1 n'aboutissait pas, la partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution.

Cette entité sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants : expertise et expérience dans les domaines couverts par les produits.

La mise en œuvre implique les produits 1.2 (le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, en prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité) et 1.3 (l'exploitation des ressources naturelles est plus équitable, inclusive et transparente grâce à une participation efficace de la société civile).

4.4.3.2 Produit 1.1

Si en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la conclusion d'un contrat d'assistance technique en gestion directe visée à la section 4.3.2 n'aboutissait pas, la partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux marchés publics, peut, partiellement ou totalement, être mise en œuvre en gestion indirecte par une entité chargée de l'exécution.

Cette entité sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants : expertise technique et expérience dans les domaines couverts par les produits.

La mise en œuvre implique le produit 1.1 (L'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt est amélioré, tout en favorisant les meilleures normes sociales et environnementales).

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalité de mise en œuvre cf. section 4.4	
Produit 1.1 : L'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt est amélioré composé de	
Marchés publics – cf. section 4.4.2	2 000 000
Produit 1.2 : Le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières de niche composé de	
Subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.1	4 600 000
Produit 1.3 : L'exploitation des ressources naturelles est plus équitable et transparente grâce à une contribution efficace de la société civile composé de	
Subvention (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 400 000
Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1	7 000 000
Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2	2 000 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	Le financement de l'évaluation et des vérifications sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.
Total	9 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Il sera mis en place un comité d'orientation et de suivi en charge de superviser l'orientation générale et l'évolution du programme, ainsi que des programmes associés (composantes Gabon des programmes régionaux Océan et NaturAfrica).

Ce comité sera co-présidé par le Ministère chef de file et l'UE qui en détermineront la composition. Le ministère chef de file sera le Ministère des Eaux et Forêts (MEF) ou le Ministère de l'Economie et des Participations (MEP) appuyé par son point focal pour l'IVCDI. Il devra inclure des représentants des ministères concernés par l'action ainsi que les représentants pertinents du secteur privé, de la société civile et de l'initiative Equipe Europe. Le comité se réunira une fois par an au minimum. Le format définitif du comité sera décidé entre les parties co-présidentes, en prenant en compte les autres mécanismes existants comme le possible futur Partenariat pour les Forêts entre l'UE et le Gabon.

Dans la mesure du possible, les réunions du comité seront tenues avant les réunions du comité régional du programme NaturAfrica qui seront quant à elles arrimées aux réunions annuelles du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC).

En sus des réunions annuelles du comité, des réunions techniques de suivi seront conduites au minimum chaque trimestre. Ces réunions seront composées d'un groupe restreint de personnes, incluant un point focal pour chaque ministère jouant un rôle essentiel dans l'Action.

Le Gouvernement, à travers son point focal pour l'IVCDI, sera consulté pour l'élaboration des documents d'appel à propositions et d'appel d'offres, et sera tenu informé des étapes de sélection des bénéficiaires des contrats.

La responsabilité de la mise en œuvre de l'action sera assurée par le bénéficiaire du contrat (subvention ou marché de service), en lien avec la Délégation de l'UE, et en collaboration avec les institutions et organisations partenaires.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires sous contrat chargés de la mise en œuvre des activités mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élaborent régulièrement des rapports d'avancement annuels et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet). Ces partenaires de mise en œuvre auront également la charge d'actualiser semestriellement les valeurs atteintes pour chaque indicateur dans le système OPSYS.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles). Le Gouvernement, à travers son point focal pour l'IVCDI, sera consulté lors des missions des consultants indépendants.

Rôles et responsabilités en matière de design du système de suivi évaluation, de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- De manière générale, les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, tout indicateur convenu conjointement, devront être pris en compte. Les indicateurs seront également désagrégés au moins par sexe (et si possible par âge et statut d'autochtone, voire par personne en situation d'handicap si jugé pertinent). Tous les contrôles et transmissions de données devront évaluer la manière dont les différentes activités prennent en compte l'approche basée sur les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Eu égard à la nature de l'Action, des modalités spécifiques (indicateurs, cibles et hypothèses de départ, méthodologie) seront fournies par l'UE lors de la rédaction des propositions de contrat et/ou lors de leur phase de démarrage. Par exemple, le programme NaturAfrica prévoit un système de suivi d'évaluation harmonisé pour la fenêtre Afrique Centrale, qui sera appuyé par une assistance technique régionale et l'Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale (OFAC) sous mandat de la COMIFAC.
- La conception du cadre de suivi évaluation de l'Action devra assurer une mise en cohérence avec le cadre national au Gabon et, le cas échéant, des opérateurs clefs du secteur (ex. ANPN, DGFAP, etc.).
- La conception du cadre de suivi évaluation devra également assurer de pouvoir rapporter au niveau de l'initiative Equipe Europe " Economie verte et création d'emplois durables " dont les indicateurs devraient être affinés au courant de l'année 2024.
- Les orientations qui seront fournies, issues du programme NaturAfrica, voire de la partie nationale, pourraient modifier substantiellement les indicateurs présentés dans la matrice de Cadre Logique du présent document.

- La situation de référence de chaque indicateur sera établie au démarrage de la mise en œuvre du projet par le bénéficiaire de la subvention.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation, à mi-parcours ou finale, pourra être effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

Une évaluation à mi-parcours serait envisagée pour résoudre des problèmes, analyser la performance des acteurs, capitaliser des expériences et ajuster l'orientation de certaines actions. Une évaluation finale serait envisagée pour rendre des comptes et tirer des enseignements à plusieurs niveaux, notamment pour la mise en œuvre du PIM national Gabon et du PIM régional (en particulier du Programme NaturAfrica).

Dans le cas d'une initiative « Equipe Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

L'évaluation analysera la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Le financement de l'évaluation peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. Le financement de vérifications peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT EN OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement.

L'identification du niveau de l'intervention primaire permettra : Articuler les Actions ou les Contrats selon une chaîne de résultats attendus et leur permettant ainsi d'assurer un suivi et un rapportage efficaces des performances ;

Différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats directs de développement rapportables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;

Avoir une cartographie complète et exhaustive de toutes les Actions et Contrats porteurs de résultats. Les interventions primaires sont identifiées lors de la conception de chaque action par le service responsable (Délégation ou Unité opérationnelle du Siège).

Le niveau d'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas un amendement du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente Action est identifié comme :

Niveau de contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Marché de service (gestion directe) cfr section 4.4.2
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention (gestion directe) cfr section 4.4.1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Subvention (gestion directe) cfr section 4.4.1